

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2017.

Art 3. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,
C. LACROIX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/20463]

23 JUIN 2017. — Ordonnance relative aux aides à l'emploi accessibles en Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance et de ses mesures d'exécution, l'on entend par :

1° « l'allocation de travail » : l'allocation visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, 7°, b), de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

2° « les réductions de cotisations patronales de sécurité sociale » : les réductions visées à l'article 6, § 1^{er}, IX, 7°, a), de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

3° « le demandeur d'emploi inoccupé » : la personne domiciliée en Région de Bruxelles-Capitale qui est inscrite en tant que demandeur d'emploi auprès d'Actiris et qui n'exerce aucune activité professionnelle ou équivalente ;

4° « le travailleur » : le demandeur d'emploi inoccupé qui est engagé auprès d'un employeur et qui bénéficie de l'une des mesures d'aide prévues par la présente ordonnance ;

5° « l'entrée en service » : la date à laquelle le demandeur d'emploi inoccupé débute l'exécution de son contrat de travail auprès d'un employeur ;

6° « l'arrêté royal du 25 novembre 1991 » : l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;

7° « le Gouvernement » : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE II. — Dispositifs d'insertion à l'emploi

Section 1^{re}. — Contrat d'insertion

Art. 3. En vue d'accroître les compétences du demandeur d'emploi inoccupé depuis une longue durée après la fin de ses études, de favoriser la transition vers un emploi durable et de qualité, ainsi que de faciliter l'acquisition d'une expérience professionnelle, le Gouvernement peut octroyer une aide aux employeurs qui concluent avec un demandeur d'emploi inoccupé de longue durée un contrat de travail à temps plein d'une durée déterminée d'un an.

L'aide prend la forme d'une prime destinée à réduire le coût salarial du travailleur.

Art. 4. Le Gouvernement détermine la catégorie des employeurs pouvant bénéficier de la prime, les critères d'octroi, la procédure de demande, le montant et les modalités de paiement de la prime ainsi que les modalités du contrat de travail.

Pour l'application de l'article 3, le Gouvernement détermine ce qu'il convient d'entendre par demandeur d'emploi inoccupé depuis une longue durée après la fin de ses études. La durée d'inoccupation est au moins égale à 18 mois pour l'application de cette section.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/20463]

23 JUNI 2017. — Ordonnantie betreffende de tewerkstellingssteun in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie en haar uitvoeringsmaatregelen wordt verstaan onder :

1° « werkuitkering » : de uitkering als bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 7°, b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ;

2° « de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid » : de verminderingen bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 7°, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ;

3° « niet-werkende werkzoekende » : de persoon met woonplaats in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die als werkzoekende bij Actiris is ingeschreven en geen beroepsactiviteit of vergelijkbare activiteit uitoefent ;

4° « werknemer » : de niet-werkende werkzoekende die aangeworven is door een werkgever en een steunmaatregel als bepaald in deze ordonnantie geniet ;

5° « indiensttreding » : de datum waarop de arbeidsovereenkomst van de niet-werkende werkzoekende bij de werkgever begint te lopen ;

6° « koninklijk besluit van 25 november 1991 » : het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering ;

7° « Regering » : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

HOOFDSTUK II. — Maatregelen van inschakeling op de arbeidsmarkt

Afdeling 1. — Inschakelingscontract

Art. 3. Met het oog op de competentieversterking van de niet-werkende langdurig werkzoekende na het einde van zijn studies, de bevordering van de doorstroming naar een duurzame en kwaliteitsvolle betrekking en de verwerving van beroepservaring, kan de Regering steun toekennen aan de werkgevers die met een niet-werkende langdurig werkzoekende een voltijdse arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd van een jaar sluiten.

De steun neemt de vorm aan van een premie ter vermindering van de loonkost van de werknemer.

Art. 4. De Regering bepaalt de werkgeverscategorie die in aanmerking komt voor de premie, de toekenningscriteria, de aanvraagprocedure, het bedrag en de nadere regels voor de premiebetaling, alsook de nadere regels voor de arbeidsovereenkomst.

Voor de toepassing van artikel 3 bepaalt de Regering wat verstaan wordt onder een niet-werkende langdurig werkzoekende na het einde van zijn studies. De werkloosheidsduur is minstens gelijk aan 18 maanden voor de toepassing van deze afdeling.

Section 2. — Dispositif d'emploi d'insertion en économie sociale

Art. 5. En vue de faciliter l'insertion de certaines catégories de demandeurs d'emploi inoccupés qui, compte tenu de leur situation psychosociale ou de leur niveau d'infraqualification, restent particulièrement éloignés du marché de l'emploi, le Gouvernement peut octroyer une aide aux employeurs, visés à l'article 2, 7° et 8°, de l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'agrément et au financement des initiatives locales de développement de l'emploi et des entreprises d'insertion, qui concluent un contrat de travail avec un demandeur d'emploi particulièrement éloigné du marché de l'emploi.

L'aide prend la forme d'une prime destinée à réduire le coût salarial du travailleur.

Art. 6. Le Gouvernement détermine les critères d'octroi, la procédure de demande, le montant et les modalités de paiement de la prime.

Pour l'application de l'article 5, le Gouvernement détermine la notion de demandeur d'emploi particulièrement éloigné du marché de l'emploi. Il détermine les modalités du contrat de travail.

Section 3. — Dispositif visé aux articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale

Art. 7. à l'article 5 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 4bis, alinéa 3, introduit par la loi du 2 août 2002, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans la version néerlandaise du § 4bis, alinéa 4, le mot « hij » est remplacé par le mot « zij » ;

3° dans le § 4ter, alinéa 3, inséré par la loi du 2 août 2002, les mots « Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale détermine ».

Art. 8. à l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par la loi du 2 août 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « par le Ministre compétent pour l'économie sociale » sont remplacés par les mots « par le Ministre compétent pour l'Emploi » ;

2° dans l'alinéa 4, inséré par la loi du 2 août 2002, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 9. Dans l'article 36, § 2, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, les mots « Le Roi » sont chaque fois remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Dans la version néerlandaise de l'article 36, § 2, le mot « hij » est remplacé par le mot « zij ».

Art. 10. Dans l'article 38, alinéa 3, de la même loi, les mots « Le Roi fixe, par arrêté délibéré en conseil des ministres, » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixe, ».

Section 4. — Dispositif d'emploi formatif pour jeunes demandeurs d'emploi

Art. 11. En vue de permettre aux demandeurs d'emploi inoccupés, âgés de moins de 30 ans et titulaires au maximum d'un diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire supérieur, d'acquérir une expérience professionnelle et d'accroître leurs compétences professionnelles via une formation couplée à l'emploi, le Gouvernement peut octroyer une aide à l'employeur du secteur public qui conclut avec un demandeur d'emploi un contrat de travail à temps plein d'une durée maximale d'un an, renouvelable une fois et qui comprend un volet formation.

L'aide prend la forme d'une prime destinée à réduire le coût salarial du travailleur.

Art. 12. Le Gouvernement détermine les catégories d'employeurs du secteur public pouvant bénéficier de la prime.

Afdeling 2. — De maatregel betreffende de inschakelingsbaan in de sociale economie

Art. 5. Met het oog op de inschakeling van bepaalde categorieën van niet-werkende werkzoekenden die, rekening houdend met hun psychosociale toestand of hun kort- of laaggeschooldheid, ver verwijderd staan van de arbeidsmarkt, kan de Regering steun toekennen aan de werkgevers als bedoeld in artikel 2, 7° en 8°, van de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de erkenning en de financiering van de plaatselijke initiatieven voor de ontwikkeling van de werkgelegenheid en de inschakelingsondernemingen, die een arbeidsovereenkomst sluiten met een werkzoekende die ver van de arbeidsmarkt verwijderd staat.

De steun neemt de vorm aan van een premie ter vermindering van de loonkost van de werknemer.

Art. 6. De Regering bepaalt de toekenningscriteria, de aanvraagprocedure, het bedrag en de nadere regels voor de premiebetaling.

Voor de toepassing van artikel 5 bepaalt de Regering wat verstaan wordt onder een werkzoekende die ver verwijderd staat van de arbeidsmarkt. Zij bepaalt de nadere regels voor de arbeidsovereenkomst.

Afdeling 3. — De maatregel bedoeld in de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Art. 7. In artikel 5 van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4bis, derde lid, ingevoerd bij de wet van 2 augustus 2002, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in de Nederlandse versie van § 4bis, vierde lid, wordt het woord « hij » vervangen door het woord « zij » ;

3° in § 4ter, derde lid, ingevoegd bij de wet van 2 augustus 2002, worden de woorden « De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt ».

Art. 8. In artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « sociale economie » vervangen door het woord « Tewerkstelling » ;

2° in het vierde lid, ingevoegd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt het woord « Koning » vervangen door de woorden « Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 9. In artikel 36, § 2 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wordt het woord « Koning » telkens vervangen door de woorden « Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

In de Nederlandse versie van artikel 36, § 2, wordt het woord « hij » vervangen door het woord « zij ».

Art. 10. In artikel 38, derde lid van dezelfde wet worden de woorden « De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt ».

Afdeling 4. — Vormend tewerkstellingsinstrument voor jonge werkzoekenden

Art. 11. Om de niet-werkende werkzoekenden jonger dan 30 jaar en ten hoogste houder van een diploma of getuigschrift hoger secundair onderwijs de mogelijkheid te bieden beroepservaring te verwerven en hun beroepsgerichte competenties te vergroten via een opleiding gekoppeld aan werk, kan de Regering steun toekennen aan een werkgever uit de openbare sector die met een werkzoekende een voltijdse arbeidsovereenkomst sluit met een maximale duur van één jaar, die eenmaal verlengbaar is en een luik opleiding omvat.

De steun neemt de vorm aan van een premie ter vermindering van de loonkosten van de werknemer.

Art. 12. De Regering bepaalt de werkgeverscategorieën van de openbare sector die voor de premie in aanmerking komen.

Art. 13. Le Gouvernement détermine les formations ouvrant le droit à la prime, les critères d'octroi, la procédure de demande, le montant et les modalités de paiement de la prime.

CHAPITRE III. — *Dispositif d'activation à l'emploi*

Section 1^{re}. — Activa

Art. 14. Le demandeur d'emploi inoccupé depuis douze mois a droit à une allocation de travail, pendant une durée de trente mois, prenant cours à la date de son entrée en service et pour autant qu'il soit engagé sous contrat de travail, au minimum à mi-temps et pour une durée minimale de six mois.

Art. 15. Le Gouvernement détermine les conditions régissant l'octroi, la procédure de demande, la durée, le montant, les modalités de paiement de l'allocation de travail ainsi que les périodes assimilées aux périodes d'inscription comme demandeur d'emploi inoccupé. Il peut également déterminer les demandeurs d'emploi inoccupés dispensés de la période d'inoccupation de douze mois visée à l'article 14.

Art. 16. Par dérogation à l'article 14, la durée minimum du contrat de travail est supprimée si le demandeur d'emploi inoccupé est engagé en tant qu'intérimaire pour motif d'insertion en application de l'article 1^{er}, §§ 1^{er}*bis* et 5*bis*, de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Section 2. — Activa aptitude réduite au travail

Art. 17. Le demandeur d'emploi inoccupé avec une aptitude réduite au travail a droit à une allocation de travail, pendant une durée de trente-six mois, prenant cours à la date de son entrée en service.

Art. 18. Le Gouvernement détermine les conditions régissant l'octroi, la procédure de demande, la durée, le montant et les modalités de paiement de l'allocation de travail. Il détermine également les critères, la procédure et les organismes compétents pour attester si un demandeur d'emploi inoccupé présente une aptitude réduite au travail.

Section 3. — Incitant à la formation

Art. 19. En complément de l'allocation de travail visée aux articles 14 et 17, un employeur peut bénéficier, durant la période d'activation de l'allocation de travail, d'une intervention financière destinée à compenser les coûts de formation visant à développer les compétences du travailleur pour autant qu'il soit employé dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée à temps plein et ne dispose pas de diplôme, ou de certificat, supérieur à celui de l'enseignement secondaire inférieur.

Le montant de l'intervention financière ne peut excéder le coût réel de la formation suivie par le travailleur.

Art. 20. Le Gouvernement détermine les formations ouvrant le droit à l'intervention, ainsi que les conditions régissant l'octroi et le montant maximal de celle-ci. Il détermine également les catégories de travailleurs visés par l'octroi de la prime.

Section 4. — Dispositions communes aux sections 1^{re} et 2

Art. 21. Par dérogation aux articles 14 et 17, les demandeurs d'emploi suivants ne peuvent bénéficier d'une allocation de travail :

1° les demandeurs d'emploi qui sont engagés à partir du moment où ils se trouvent dans une situation statutaire ;

2° les demandeurs d'emploi qui sont engagés en tant que membres du personnel académique et scientifique par les institutions d'enseignement universitaire ou en tant que membres du personnel enseignant dans les autres institutions d'enseignement ;

3° les demandeurs d'emploi qui sont engagés par :

a) l'État, y compris le pouvoir judiciaire, le Conseil d'État, l'armée et la police fédérale ;

b) les Communautés et les Régions à l'exception des établissements d'enseignement pour les travailleurs qui ne sont pas visés sous 1° et 2° ;

c) la Commission communautaire flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune ;

d) les organismes d'intérêt public et les institutions publiques qui tombent sous l'autorité des institutions précitées sous a), b) et c), à l'exception : des institutions publiques de crédit ; des entreprises

Art. 13. De Regering bepaalt de opleidingen die recht geven op de premie, de toekenningsvoorwaarden, de aanvraagprocedure, het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de premie.

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen van activering via werk*

Afdeling 1. — Activa

Art. 14. De sinds twaalf maanden niet-werkende werkzoekende heeft, gedurende een periode van dertig maanden, die aanvangt op de datum van zijn indiensttreding, recht op een werkuitkering, voor zover hij voor ten minste zes maanden wordt aangeworven met een minstens halfzijdse arbeidsovereenkomst.

Art. 15. De Regering bepaalt de toekenningsvoorwaarden, de aanvraagprocedure, de duur, het bedrag, en de nadere regels voor de betaling van de werkuitkering, alsook de periodes die worden gelijkgesteld met inschrijvingsperiodes als niet-werkende werkzoekende. Zij kan eveneens de niet-werkende werkzoekenden bepalen die vrijgesteld worden van de inactiviteitsperiode van twaalf maanden als bedoeld in artikel 14.

Art. 16. In afwijking van artikel 14 wordt de minimumduur van de arbeidsovereenkomst geschrapt, indien de niet-werkende werkzoekende aangeworven wordt als uitzendkracht met het motief instroom in toepassing van artikel 1, §§ 1*bis* en 5*bis*, van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

Afdeling 2. — Activa voor verminderde arbeidsgeschiktheid

Art. 17. De niet-werkende werkzoekende met een verminderde arbeidsgeschiktheid heeft, gedurende een periode van zesendertig maanden, die aanvangt op de datum van zijn indiensttreding, recht op een werkuitkering.

Art. 18. De Regering bepaalt de toekenningsvoorwaarden, de aanvraagprocedure, de duur, het bedrag en de nadere regels voor de betaling van de werkuitkering. Zij bepaalt eveneens de criteria, de procedure en de instellingen die met een attest kunnen bevestigen dat de arbeidsgeschiktheid van de niet-werkende werkzoekende is verminderd.

Afdeling 3. — Aanmoedigingssteun voor opleiding

Art. 19. Ter aanvulling van de werkuitkering als bedoeld in de artikelen 14 en 17 kan de werkgever financiële steun krijgen van de kosten te dekken van de competentieontwikkeling via opleiding van de werknemer. De steun loopt gedurende de activeringsperiode van de werkuitkering en kan enkel worden toegekend voor zover de werknemer voltijds is aangeworven met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd, en ten hoogste over een diploma of een attest van het lager middelbaar onderwijs beschikt.

Het bedrag van de financiële steun mag de werkelijke kost van de door de werknemer gevolgde opleiding niet overschrijden.

Art. 20. De Regering bepaalt de opleidingen die recht geven op de financiële steun, alsook de toekenningsvoorwaarden en het maximale bedrag. Zij bepaalt eveneens de categorieën van werknemers die de toekenning van de premie beoogt.

Afdeling 4. — Aan de afdelingen 1 en 2 gemeenschappelijke bepalingen

Art. 21. In afwijking van de artikelen 14 en 17 komen de volgende werkzoekenden niet in aanmerking voor een werkuitkering :

1° de werkzoekenden die worden aangeworven, vanaf het ogenblik dat zij vastbenoemd zijn ;

2° de werkzoekenden die worden aangeworven als leden van het academisch en wetenschappelijk personeel door de instellingen van universitair onderwijs of als leden van het onderwijzend personeel in de andere onderwijsinstellingen ;

3° de werkzoekenden die worden aangeworven door :

a) het Rijk, met daarin begrepen de rechterlijke macht, de Raad van State, het leger en de federale politie ;

b) de Gemeenschappen en de Gewesten met uitzondering van de onderwijsinstellingen voor de werknemers die niet bedoeld worden in 1° en 2° ;

c) de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ;

d) de instellingen van openbaar nut en de openbare instellingen die onder het toezicht vallen van de onder a), b) en c) voornoemde instellingen, met uitzondering van : de openbare kredietinstellingen, de

publiques autonomes ; des sociétés publiques de transport de personnes ; des établissements d'enseignement pour les travailleurs qui ne sont pas visés sous 1° et 2°.

Le Gouvernement est habilité à adapter la liste des demandeurs d'emploi inoccupés visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 22. Les montants des allocations de travail tels que déterminés par le Gouvernement en application des articles 15 et 18, bénéficient aux travailleurs engagés à temps plein, pour lesquels la durée contractuelle normale de travail correspond à la durée de travail maximale en vigueur dans l'entreprise en vertu de la loi, et qui reçoit une rémunération correspondante à celle due pour une semaine complète de travail.

Lorsque l'engagement du demandeur d'emploi inoccupé est à temps partiel, les montants des allocations de travail sont proportionnellement réduits, conformément aux modalités fixées par le Gouvernement.

Les mensualités des allocations de travail sont déduites par l'employeur du salaire net auquel le travailleur a droit pour les mois concernés. L'allocation de travail ne peut pas excéder le salaire net du travailleur.

Art. 23. Le travailleur qui n'est plus domicilié en Région de Bruxelles-Capitale peut continuer à bénéficier des avantages prévus aux articles 14 et 17 aux conditions fixées par un accord de coopération entre Régions ou, à défaut, par le Gouvernement.

Art. 24. Pour pouvoir bénéficier de l'activation des allocations de travail visée aux articles 14 et 17, le demandeur d'emploi inoccupé introduit une demande de carte Activa auprès d'Actiris.

La carte Activa précise que le demandeur d'emploi inoccupé remplit les conditions prévues aux articles 14 et 17 et dans les mesures d'exécution de la présente ordonnance.

Le Gouvernement détermine les informations que doit contenir la carte et le modèle de la carte.

Art. 25. La demande d'activation des allocations de travail est introduite par le demandeur d'emploi auprès des organismes visés à l'article 7, alinéa 3, i) de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, dans le délai arrêté par le Gouvernement. En cas de réception tardive de la demande, la durée de l'activation peut être réduite, dans la mesure déterminée par le Gouvernement.

Art. 26. Le paiement de l'allocation de travail est refusé, lorsqu'il est constaté par Actiris, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, sauf preuve du contraire :

1° que le demandeur d'emploi inoccupé a été engagé en remplacement et dans la même fonction qu'un membre du personnel licencié, avec comme but principal d'obtenir les avantages établis par la présente ordonnance ;

2° que le demandeur d'emploi inoccupé a durant la période, à déterminer par le Gouvernement, qui précède la date de l'engagement déjà été en service auprès du même employeur ou dans le groupement d'employeurs auquel il appartient, au sens de l'article 187 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses.

L'alinéa 1^{er}, 2°, ne s'applique pas dans le cas où le travailleur était employé à durée déterminée et où il est réengagé dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée.

Section 5. — Dispositif d'aide à l'emploi indépendant

Art. 27. Le Gouvernement peut octroyer une aide au demandeur d'emploi inoccupé qui s'installe comme travailleur indépendant à titre principal, en vue de développer son propre emploi.

Art. 28. L'aide prend la forme d'une prime destinée à assurer un soutien financier temporaire au demandeur d'emploi inoccupé et qui peut être octroyée pour autant qu'il remplisse les conditions suivantes :

1° il dispose d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ;

2° il fait l'objet, tout au long des étapes de son installation en tant que travailleur indépendant, d'un accompagnement par une structure compétente qui consiste en une analyse d'opportunité destinée à étudier la faisabilité technique, commerciale et financière de l'activité envisagée ;

3° il n'a pas conclu de convention avec une coopérative d'activités telle que prévue à l'article 82 de la loi du 1^{er} mars 2007 portant des dispositions diverses (III).

autonome overheidsbedrijven, de openbare maatschappijen voor personenvervoer, de onderwijsinstellingen voor de werknemers die niet bedoeld worden in 1° en 2°.

De Regering wordt gemachtigd om de lijst met de niet-werkende werkzoekenden als bedoeld in het eerste lid aan te passen.

Art. 22. De bedragen van de werkuitkeringen zoals bepaald door de Regering in toepassing van de artikelen 15 en 18 komen ten goede aan de voltijds in dienst genomen werknemers voor wie de normale contractuele arbeidsduur overeenstemt met de krachtens de wet in de onderneming geldende maximale arbeidsduur en die een bezoldiging ontvangen die overeenstemt met die welke verschuldigd is voor een volledige werkweek.

Als de niet-werkende werkzoekende deeltijds wordt aangeworven, worden de werkuitkeringen pro rata aangepast, overeenkomstig de nadere regels die de Regering bepaalt.

De werkgever trekt de maandbedragen van de werkuitkeringen af van het nettoloon waarop de werknemer voor de betrokken maanden recht heeft. De werkuitkering mag het nettoloon van de werknemer niet overschrijden.

Art. 23. De werknemer die niet langer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedomicilieerd is, kan de voordelen voorzien in de artikelen 14 en 17 blijven genieten aan de voorwaarden vastgesteld door een samenwerkingsakkoord tussen Gewesten of, bij ontstentenis, door de Regering.

Art. 24. De niet-werkende werkzoekende dient bij Actiris een aanvraag in ter verkrijging van een Activakaart, met het oog op de activering van de werkuitkeringen als bedoeld in de artikelen 14 en 17.

De Activakaart stelt vast dat de niet-werkende werkzoekende de voorwaarden van de artikelen 14 en 17 en van de uitvoeringsmaatregelen van deze ordonnantie vervult.

De Regering bepaalt de vermeldingen en het model van de kaart.

Art. 25. Binnen de termijn als bepaald door de Regering dient de werkzoekende de aanvraag van activering van de werkuitkeringen in bij de organismen als bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, littera i) van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. Voor het geval van laattijdige ontvangst van de aanvraag kan de activeringsduur worden beperkt in de mate als bepaald door de Regering.

Art. 26. De betaling van de werkuitkering wordt geweigerd als Actiris volgens de nadere, door de Regering bepaalde regels vaststelt dat behoudens tegenbewijs :

1° de niet-werkende werkzoekende voor dezelfde functie werd aangeworven ter vervanging van een ontslagen personeelslid, met als hoofddoel de door deze ordonnantie bepaalde voordelen te verkrijgen ;

2° de niet-werkende werkzoekende tijdens de door de Regering te bepalen periode die aan de aanwervingsdatum voorafgaat al in dienst is geweest van dezelfde werkgever of bij de werkgeversgroepering in de zin van artikel 187 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, waartoe die werkgever behoort.

Het eerste lid, 2°, is niet van toepassing op de werknemer die voor een bepaalde tijd werd tewerkgesteld en die opnieuw in dienst wordt genomen met een contract van onbepaalde duur.

Afdeling 5. — Maatregel ter ondersteuning van het werk als zelfstandige

Art. 27. De Regering kan steun toekennen aan de niet-werkende werkzoekende die zich als zelfstandige in hoofdberoep vestigt, om in zijn eigen tewerkstelling te voorzien.

Art. 28. De steun neemt de vorm aan van een premie bedoeld om de niet-werkende werkzoekende tijdelijk financieel bij te staan, en kan worden toegekend voor zover hij de volgende voorwaarden vervult :

1° hij beschikt over een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen ;

2° hij gedurende alle fasen van zijn vestiging als zelfstandige werknemer wordt begeleid door een bevoegde structuur die de technische, commerciële en financiële haalbaarheid en de opportuniteiten van de voorgenomen activiteit bestudeert ;

3° hij geen overeenkomst heeft gesloten met een activiteitencoöperatie als bedoeld in artikel 82 van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III).

Art. 29. Le Gouvernement détermine les conditions régissant l'octroi, la procédure de demande, le montant, la dégressivité et les modalités de paiement de la prime. Il détermine également les critères et les conditions de l'accompagnement ainsi que les organismes compétents pour cet accompagnement.

CHAPITRE IV. — *Dispositifs de maintien à l'emploi*

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 30. Dans la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, il est inséré un article 338/2 rédigé comme suit :

« Article 338/2. — Pour qu'un employeur puisse bénéficier de l'une des réductions groupes-cibles due pour un travailleur en application des sous-sections 2, 5bis, 7 et 10 à 14 incluses de la présente section, ce travailleur doit être occupé dans une unité d'établissement située sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas où l'employeur ne dispose pas d'unité d'établissement en Belgique mais où il occupe un travailleur en Belgique, les réductions groupes-cibles visées aux sous-sections 2, 5bis, 7 et 10 à 14 incluses de la présente section s'appliquent lorsque le travailleur est principalement occupé, pendant le trimestre concerné, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. ».

Section 2. — Travailleurs âgés

Art. 31. L'article 339 de la Loi-programme (I) du 24 décembre 2002, remplacé par la loi du 27 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Article 339. — Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut, selon les conditions qu'il détermine, octroyer une réduction groupes-cibles aux employeurs occupant des travailleurs âgés.

L'occupation d'un travailleur âgé doit satisfaire au minimum aux conditions suivantes :

1° le travailleur âgé appartient à la catégorie 1 des travailleurs, visée à l'article 330 ;

2° le travailleur âgé a atteint au moins l'âge de 55 ans au dernier jour du trimestre ;

3° le salaire trimestriel de référence du travailleur âgé est inférieur au plafond salarial que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale détermine.

La réduction cesse à dater du dernier jour du trimestre au cours duquel le travailleur âgé a atteint l'âge légal de la pension.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut déterminer le montant forfaitaire et la durée d'octroi de la réduction groupes-cibles ainsi que les catégories d'âges qui peuvent en bénéficier. ».

CHAPITRE V. — *Dispositifs d'aides spécifiques à l'emploi*

Art. 32. En vue de promouvoir leur intégration sur le marché du travail, le Gouvernement peut octroyer, en fonction des caractéristiques propres du demandeur d'emploi, une prime à certaines catégories d'employeurs ou de demandeurs d'emploi inoccupés qui reprennent le travail.

Art. 33. L'entreprise agréée, au sens de l'article 2bis de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, ou de l'article 7 du décret flamand du 10 juin 2016 réglant certains aspects des formations en alternance, peut obtenir une prime annuelle de maximum 1.000 euros par tuteur respectant les conditions définies dans l'accord de coopération-cadre ou le décret précités.

Le Gouvernement détermine le montant de la prime, les conditions d'octroi ainsi que les conditions liées aux apprenants.

CHAPITRE VI. — *Contrôle et surveillance*

Art. 34. Sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les allocations de travail et les cotisations de sécurité sociale qui sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, les fonctionnaires désignés par le Gouvernement contrôlent l'application de la présente ordonnance et de ses mesures d'exécution, et surveillent le respect de celles-ci.

Ces fonctionnaires exercent ce contrôle ou cette surveillance conformément aux dispositions de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la

Art. 29. De Regering bepaalt de toekenningsvoorwaarden, de aanvraagprocedure, het bedrag, de mate van afname en de nadere regels voor de betaling van de premie. Zij bepaalt eveneens de criteria, de begeleidingsvoorwaarden en de voor die begeleiding bevoegde instellingen.

HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen tot behoud op de arbeidsmarkt*

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 30. In de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt een artikel 338/2 ingevoegd, luidend :

« Artikel 338/2. — Opdat een werkgever een van de doelgroepverminderingen voor een werknemer zou genieten met toepassing van de onderafdelingen 2, 5bis, 7, en 10 tot en met 14 van deze afdeling, moet die werknemer tewerkgesteld worden in een vestigingseenheid die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen is.

Als de werkgever niet over een vestigingseenheid in België beschikt, maar een werknemer in België tewerkstelt, zijn de doelgroepverminderingen als bedoeld in de onderafdelingen 2, 5bis, 7, en 10 tot en met 14 van deze afdeling in afwijking van het eerste lid van toepassing als de werknemer tijdens het betrokken kwartaal overwegend op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt tewerkgesteld. ».

Afdeling 2. — Oudere werknemers

Art. 31. Artikel 339 van de programmawet (I) van 24 december 2002, vervangen door de wet van 27 december 2012, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 339. — De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan volgens de voorwaarden die zij bepaalt een doelgroepvermindering toekennen aan de werkgevers die oudere werknemers tewerkstellen.

De tewerkstelling van de oudere werknemer voldoet minstens aan de volgende voorwaarden :

1° de oudere werknemer behoort tot de werknemerscategorie 1 als bedoeld in artikel 330 ;

2° de oudere werknemer is op de laatste dag van het kwartaal minstens 55 jaar oud ;

3° het referentekwartaalloon van de oudere werknemer is lager dan de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalde loongrens.

De vermindering neemt een einde op de laatste dag van het kwartaal in de loop waarvan de oudere werknemer de wettelijke pensioenleeftijd heeft bereikt.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan het forfaitaire bedrag en de toekenningsduur van de doelgroepvermindering alsook de gerechtigde leeftijdscategorieën bepalen. ».

HOOFDSTUK V. — *Maatregelen voor specifieke steun op de arbeidsmarkt*

Art. 32. Met het oog op de bevordering van hun inschakeling op de arbeidsmarkt, kan de Regering afhankelijk van de kenmerken die eigen zijn aan de werkzoekende, een premie toekennen aan bepaalde werkgeverscategorieën of categorieën van niet-werkende werkzoekenden die het werk hervatten.

Art. 33. De erkende onderneming in de zin van artikel 2bis van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, of van artikel 7 van het Vlaams decreet van 10 juni 2016 tot regeling van bepaalde aspecten van alternerende opleidingen, kan een jaarpremie van maximaal 1.000 euro per mentor verkrijgen voor zover de in het voormelde kaderakkoord tot samenwerking of het decreet bepaalde voorwaarden worden nageleefd.

De Regering bepaalt het premiebedrag, de toekenningsvoorwaarden alsook de voorwaarden in verband met de leerlingen.

HOOFDSTUK VI. — *Controle en toezicht*

Art. 34. Onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de werkkuitkeringen en de sociale zekerheidsbijdragen die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn, controleren de door de Regering aangewezen ambtenaren de uitvoering van deze ordonnantie en haar uitvoeringsmaatregelen, en houden toezicht op de naleving ervan.

Deze ambtenaren oefenen die controle of dit toezicht uit in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die

compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations.

Art. 35. Les dispositions de l'ordonnance du 8 octobre 2015 portant des règles générales relatives à la rétention, au recouvrement et à la non-liquidation des subventions en matière d'emploi et d'économie ou les règles spécifiques reprises dans les mesures d'exécution de la présente ordonnance s'appliquent à la récupération des primes et allocations visées aux chapitres II, III et V.

Art. 36. Sans préjudice des compétences réservées aux opérateurs administratifs et techniques visés à l'article 6, § 1^{er}, IX, 7°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les autorités désignées par le Gouvernement adoptent :

1° les décisions relatives à l'octroi, la suspension et la cessation des primes et allocations instaurées par la présente ordonnance ;

2° les décisions relatives au caractère indu des primes et allocations versées, résultant d'une violation des dispositions de la présente ordonnance ou de ses arrêtés d'exécution, et à leur recouvrement.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives à l'adoption des décisions visées au 1° et 2°.

CHAPITRE VII. — Dispositions abrogatoires

Art. 37. Le Gouvernement peut adopter les règles visant l'abrogation totale ou partielle des réglementations relatives à l'activation d'allocations et des réglementations relatives aux réductions de cotisations patronales de sécurité sociale qui sont établies en fonction des caractéristiques propres des travailleurs telles que fixées par :

1° l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée ;

2° l'arrêté royal du 29 mars 2006 portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs pour la promotion de mise à l'emploi des jeunes moins qualifiés ou très peu qualifiés ;

3° l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle ;

4° l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer ;

5° les articles 78^{ter}, 129^{bis} à 129^{quater}, 131, 131^{quater}, 131^{quinquies}, 131^{septies} à 131^{nonies} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;

6° l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale.

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires

Art. 38. Dans l'hypothèse où un travailleur bénéficie, dans une autre Région, d'une activation d'allocations de travail, en application de dispositions fédérales abrogées par ou en vertu de la présente ordonnance, et installe sa résidence principale en Région de Bruxelles-Capitale, Actiris maintient le bénéfice de cette activation d'allocations de travail au profit de ce travailleur jusqu'à son terme et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018.

Dans l'hypothèse où un travailleur bénéficie, dans une autre Région, de réductions de cotisations patronales de sécurité sociale, en application de dispositions fédérales abrogées par ou en vertu de la présente ordonnance, et est transféré vers une unité d'établissement située en Région de Bruxelles-Capitale, Actiris maintient l'octroi de cette réduction de cotisations de sécurité sociale jusqu'à son terme et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018.

Les premier et deuxième alinéas ne s'appliquent pas lorsque l'engagement du travailleur, à l'origine de l'activation d'allocations de travail ou des réductions de cotisations de sécurité sociale, a eu lieu après l'abrogation des dispositions fédérales y visées, par la Région dans laquelle étaient situées respectivement sa résidence principale ou l'unité d'établissement au sein de laquelle il est occupé.

tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen.

Art. 35. De bepalingen van de ordonnantie van 8 oktober 2015 houdende algemene regels betreffende de inhouding, de terugvordering en de niet-vereffening van subsidies op het vlak van werkgelegenheid en economie of de bijzondere, in de uitvoeringsmaatregelen van deze ordonnantie bepaalde regels zijn van toepassing voor de terugbetaling van de premies en de uitkeringen als bedoeld in de hoofdstukken II, III en V.

Art. 36. Onverminderd de voorbehouden bevoegdheden van de administratieve en technische operatoren als bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, nemen de door de Regering aangewezen overheden :

1° de beslissingen met betrekking tot de toekenning, de opschorting en de stopzetting van de door deze ordonnantie ingevoerde premies en uitkeringen ;

2° de beslissingen over de wegens een inbreuk op de bepalingen van deze ordonnantie of haar uitvoeringsmaatregelen onterecht gebleken betaling van de premies en uitkeringen, alsook over hun terugvordering.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de beslissingen als bedoeld in 1° en 2°.

HOOFDSTUK VII. — Opheffingsbepalingen

Art. 37. De Regering kan regels aannemen tot volledige of gedeeltelijke opheffing van de reglementering betreffende de activering van de uitkeringen en van de reglementering betreffende de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid die vastgesteld worden naargelang de kenmerken die eigen zijn aan de werknemers, als bepaald in :

1° het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurige werkzoekenden ;

2° het koninklijk besluit van 29 maart 2006 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders ter bevordering van de tewerkstelling van laaggeschoolde of erg laag geschoolde jongeren ;

3° het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's ;

4° het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen ;

5° de artikelen 78^{ter}, 129^{bis} tot 129^{quater}, 131, 131^{quater}, 131^{quinquies}, 131^{septies} tot 131^{nonies}, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 ;

6° het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangsbepalingen

Art. 38. Als een werknemer in een ander Gewest een activering van werkuitkeringen geniet met toepassing van de door of krachtens deze ordonnantie opgeheven federale bepalingen, en zijn hoofdverblijf in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vestigt, vrijwaart Actiris het voordeel van die activering van werkuitkeringen ten voordele van die werknemer, tot de datum waarop het verstrijkt, in elk geval uiterlijk op 31 december 2018.

Als een werknemer in een ander Gewest de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid geniet met toepassing van de door of krachtens deze ordonnantie opgeheven federale bepalingen, en overgeplaatst wordt naar een in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen vestigingseenheid, vrijwaart Actiris de toekenning van die vermindering van sociale zekerheidsbijdragen, tot de datum waarop ze verstrijkt, in elk geval uiterlijk op 31 december 2018.

Het eerste en tweede lid gelden niet als de aanwerving van de werknemer waaraan de activering van werkuitkeringen of de vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen hun toepassing ontlenen, heeft plaatsgevonden na de opheffing van de bedoelde federale bepalingen door het Gewest waarin respectievelijk zijn hoofdverblijf of de vestigingseenheid, plaats van zijn tewerkstelling, waren gelegen.

CHAPITRE IX. — *Disposition finale*

Art. 39. Le Gouvernement fixe, pour chaque disposition de la présente ordonnance, la date d'entrée en vigueur.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 juin 2017.

R. VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

G. VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

P. SMET,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics

C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie

—
Note

(1) *Session ordinaire 2016-2017*

Documents du Parlement. — Projet d'ordonnance, A-516/1. — Rapport, A-516/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du vendredi 16 juin 2017.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepaling*

Art. 39. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding voor elke bepaling van deze ordonnantie.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 juni 2017.

R. VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

G. VANHENGEL,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

P. SMET,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2016-2017*

Documenten van het Parlement. — Ontwerp van ordonnantie, A-516/1. — Verslag, A-516/2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 16 juni 2017.

MINISTÈRE

DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30633]

6 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant création de Bruxelles Fonction Publique

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de son autorité, l'article 10 § 1;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 relative aux réformes institutionnelles, l'article 87, §§ 1^{er} à 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 1990 portant création de comités de concertation de base dans le ressort du Comité de Secteur Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 fixant le régime de mobilité au sein de certaines institutions de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 19 mars 2015 réglant le changement d'appellation du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relatif aux délégations de signature en matières financières accordées aux fonctionnaires généraux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le test genre réalisé en application de l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 31 janvier 2017,

Vu l'accord du Ministre du Budget du 2 février 2017;

Vu le protocole du Comité du Secteur XV n° 2017/09 (09n) du 20 mars 2017;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/30633]

6 JULI 2017. — Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende oprichting van Brussel Openbaar Ambt

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de openbare overheden en de vakbonden van haar personeel, het artikel 10 § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, het artikel 87, §§ 1 tot 3;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 december 1990 houdende oprichting van basisoverlegcomités in het gebied van het sectorcomité Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende regeling van de mobiliteit in sommige instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 maart 2015 tot regeling van de naamswijziging van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 maart 1999 betreffende de delegatie van tekenbevoegdheid voor financiële aangelegenheden aan de ambtenaren-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de verwezenlijkte gendertest in toepassing van artikel 13, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 houdende uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende integratie van het genderspect in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 31 januari 2017,

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting du 2 februari 2017;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité XV nr. 2017/09 (09n) van 20 maart 2017;